

Mise à jour sur les opérations du HCR dans la région Asie et Pacifique

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

Le HCR reste déterminé à rechercher des solutions de protection inclusives et innovantes pour les 14,3 millions de réfugiés et autres personnes déplacées de force ou apatrides en Asie et dans le Pacifique, dans un contexte de défis persistants liés aux déplacements de grande ampleur, aux retours forcés, à l'accès humanitaire restreint et à la discrimination. Mi-2023, la région abritait 7,2 millions de réfugiés (et personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés), 245 000 demandeurs d'asile et 6900 réfugiés de retour ; 5,3 millions de déplacés internes et 175 000 déplacés internes de retour ; et 2,5 millions d'apatrides.

Les possibilités de parvenir à des solutions durables ont été plus nombreuses en 2023, notamment par la réinstallation et les voies complémentaires. Le HCR a soumis le dossier de plus de 39 000 des réfugiés les plus vulnérables vivant au Bangladesh, en Iran (République islamique d'), en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande en vue de leur réinstallation, soit 86 % de plus qu'en 2022. En 2023 plus de 8500 personnes auraient bénéficié des voies complémentaires dans la région, chiffre qui devrait s'accroître en 2024 grâce à des partenariats élargis.

L'augmentation dramatique des mouvements irréguliers par la mer a mis davantage de vies en péril. Entre 2021 et 2023, leur nombre s'est accru de 483 % ; quelque 4500 Rohingya, dont 66 % de femmes et d'enfants, se sont embarqués pour des voyages périlleux en mer. Près de 570 personnes sont décédées ou ont été portées disparues dans la mer d'Andaman et le golfe du Bengale l'an dernier. En Indonésie une hausse de 290 % des arrivées par bateau a lourdement pesé sur les capacités d'accueil locales.

Le changement climatique continue à remodeler le paysage régional en matière de risques, et la région de l'Asie et du Pacifique devrait être la plus touchée, par rapport aux moyennes mondiales¹, par les fortes précipitations, les sécheresses, les vagues de chaleur et les vents chauds. Conformément à son Plan stratégique par domaine d'action pour l'action climatique et au Plan d'action climatique régional, le HCR contribuera à renforcer la résilience climatique des réfugiés et autres personnes déplacées, en invoquant et en soutenant leur inclusion dans les plans nationaux d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe, et en promouvant des programmes et des partenariats innovants dans des domaines tels que l'énergie propre, les moyens d'existence durables, la gestion des déchets, l'écologie, la recherche et l'analyse.

L'utilisation croissante du numérique a d'une part permis à l'Organisation de mieux toucher les plus vulnérables, et de l'autre a accru les risques de désinformation en ligne.

¹ Voir Résumé du rapport sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique pour les régions de la CESAP : résumé à l'intention des décideurs, disponible en anglais à l'adresse : https://www.unescap.org/sites/default/d8files/knowledge-products/Asia%20Pacifique%20Disaster%20Report%202022%20for%20ESCAP%20Subregions%20Summary%20or%20Policymakers_Rev.%206-4.pdf.

Le HCR renforce ses moyens de lutter contre les atteintes à l'intégrité de l'information et de contrer l'augmentation des préjudices en ligne ciblant les réfugiés de la région, tout en atténuant l'impact de la désinformation sur l'espace de protection.

Afin de promouvoir la résilience et les solutions pour les réfugiés et les communautés touchées, l'Organisation facilitera la mise en œuvre des engagements pour les situations des réfugiés afghans et rohingya, ainsi que de quelque 160 engagements pris par les États et autres parties prenantes en Asie et dans le Pacifique lors du Forum mondial sur les réfugiés qui s'est déroulé en décembre 2023.

Situation en Afghanistan

Quelque 3,3 millions d'Afghans sont toujours déplacés à l'intérieur du pays à cause du conflit, des nombres plus restreints ayant regagné leur région d'origine par rapport à la période qui a immédiatement suivi le conflit armé en 2021. En 2023, plus de 36 800 réfugiés afghans, principalement originaires du Pakistan, sont retournés en Afghanistan dans le cadre du programme de rapatriement volontaire assisté du HCR, soit une nette augmentation par rapport aux plus de 6500 réfugiés afghans qui étaient rentrés en 2022. Avec ses partenaires, le HCR a poursuivi ses efforts visant à améliorer les conditions propices à un retour durable par une approche par région dans les régions de retour et de réintégration prioritaires, tout en fournissant une assistance individuelle aux personnes de retour.

Face à l'augmentation des besoins humanitaires, le HCR poursuit ses opérations intensifiées en Afghanistan, mettant l'accent sur l'assistance vitale, la protection et les solutions pour les déplacés internes, tout en renforçant la résilience de la communauté conformément à la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans et au groupe de travail interorganisations sur les solutions durables en Afghanistan. En 2023, le HCR a aidé plus d'1,5 million de personnes, dont près de 80 % de femmes et de filles, y compris 364 000 personnes qui ont reçu une assistance en espèces.

Le HCR a fourni un soutien psychosocial, des abris d'urgence et une assistance juridique, y compris sur l'octroi de documents civils et les questions relatives au logement, aux terres et aux biens. L'Organisation a également ouvert des centres communautaires et des écoles, et a développé les possibilités d'exercer une petite activité, en particulier pour les femmes. Toutefois, ses efforts ont été entravés par les décrets publiés par les autorités de facto restreignant les activités des femmes et des filles, ainsi que leur accès à l'éducation, au travail et aux espaces publics. Conformément aux recommandations de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Comité permanent interorganisations, le HCR continue à plaider pour la fourniture ininterrompue et non discriminatoire de l'assistance humanitaire, ainsi que pour l'élargissement des droits des femmes et des hommes, en particulier dans les domaines de l'éducation et du travail.

Le Qatar a continué à exercer la présidence du Groupe central de la Plateforme d'appui de la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans, avec les Pays-Bas (Royaume des) comme coprésident. Le Groupe central a aidé à générer 777 millions de dollars E.-U. de contributions au HCR ainsi que d'autres investissements importants dans la région depuis sa première réunion, en 2020. Un engagement d'environ 500 millions de dollars E.-U. pour la situation en Afghanistan a aussi été pris lors du Forum mondial sur les réfugiés.

En novembre 2023, l'Iran (République islamique d') et le Pakistan accueillaient respectivement 3,4 millions et 1,9 million de réfugiés afghans, dont des personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés, outre les plus de 2,4 millions d'Afghans ayant un autre statut. L'Iran (République islamique d') a continué à développer ses politiques de santé et d'éducation de manière à inclure les Afghans se trouvant dans le pays, travaillant en partenariat avec le HCR en vue d'étendre encore les soins de santé secondaires aux réfugiés les plus vulnérables. Au Pakistan, en 2023, les autorités ont expulsé des Afghans dépourvus de documents et autres Afghans, en application du plan de rapatriement des étrangers en situation irrégulière du pays. À ce jour, plus de 500 000 Afghans sont rentrés en Afghanistan depuis le Pakistan depuis le 15 septembre 2023, dont 30 000 personnes expulsées. Le HCR et d'autres partenaires continuent à plaider pour l'instauration d'un mécanisme permettant d'identifier les personnes ayant besoin de la

protection internationale. Le Gouvernement de l’Iran (République islamique d’) a également expulsé plus de 690 000 Afghans sans-papiers en 2023. Le HCR continue à se prononcer contre le retour non volontaire d’Afghans, conformément à sa recommandation mondiale sur la cessation des expulsions.

L’arrivée de plus de 1,6 million d’Afghans dans les pays voisins depuis 2021 a considérablement pesé sur les ressources des pays d’accueil, qui abritent actuellement près de 8 millions d’Afghans. Le Plan de réponse 2024 en faveur des réfugiés pour la situation en Afghanistan prévoit d’assister 7,3 millions de personnes, dont 4,8 millions d’Afghans et 2,5 millions de membres des communautés d’accueil. Il vise à couvrir les besoins élémentaires, tout en promouvant les solutions par une programmation coordonnée établissant un lien entre l’aspect humanitaire, le développement et la paix qui renforce les systèmes locaux et nationaux dans les pays d’accueil. En 2024, le Plan de réponse pour les réfugiés devient un plan sur deux ans, qui fournit une réponse plus prévisible et des possibilités de solutions à moyen et long terme, et se concentre sur les deux principaux pays qui accueillent des réfugiés afghans – l’Iran (République islamique d’) et le Pakistan – où vivent 90 % de tous les réfugiés afghans du monde.

Situation au Myanmar

La situation au Myanmar représentait 4,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 1,7 million de Rohingyas apatrides. Le conflit s’est intensifié dans tout le pays fin 2023, provoquant plus de 700 000 nouveaux déplacements internes sur une période de deux mois, portant le nombre total de déplacés internes à 2,6 millions de personnes selon les estimations en janvier 2024. Quelque 117 000 réfugiés ont également fui en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande. Sur ce nombre, on estime à 46 100 le nombre de personnes qui sont parvenues en Thaïlande, bien que certaines soient ensuite retournées au Myanmar. Les communautés touchées du Myanmar ont continué de pâtir des conséquences du cyclone Mocha, qui sont venues aggraver encore la crise humanitaire et de protection.

Malgré l’insécurité et les restrictions d’accès, le HCR a maintenu sa présence sur le terrain dans de multiples lieux et s’est employé avec ses partenaires à évaluer les besoins de protection et à répondre à certains des besoins élémentaires les plus urgents des communautés touchées. Des articles de première nécessité et une petite assistance en espèces ont été distribués, y compris dans les régions les plus difficiles d’accès.

Une approche régionale globale cherche à étendre les solutions pour les réfugiés rohingya et à maintenir l’appui aux pays d’accueil, en mettant l’accent sur la garantie du droit au retour. Comme l’ont affirmé respectivement les résolutions de l’Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2023 et 2022, la priorité sera accordée à la création de conditions propices au retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, et au rapatriement durable. Le HCR a engagé des actions bilatérales et multilatérales pour mobiliser des ressources et promouvoir les solutions pour les réfugiés rohingya, tout en plaidant pour un accès prévisible afin de continuer à mettre en œuvre les projets dirigés par la communauté avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans l’État de Rakhine, y compris des programmes visant à créer des conditions propices au rapatriement volontaire et à la réintégration durable.

La Réunion de haut niveau sur les réfugiés rohingya qui s’est tenue en octobre 2023 a affirmé le soutien des États membres et des partenaires à cette approche et a lancé une action mobilisant l’ensemble de la société, l’engageant à soutenir le Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2023, où 25 entités ont enregistré 42 promesses dans le cadre de l’engagement multipartite en faveur des Rohingyas. En tant que présidente de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ASEAN), l’Indonésie a contribué à renforcer encore l’attention portée au sort des Rohingyas, et en 2023, l’ASEAN a réaffirmé qu’elle était prête à soutenir le processus de rapatriement volontaire.

En octobre 2023, le Bangladesh et le Myanmar ont organisé une deuxième visite de repérage au cours de laquelle les autorités se sont rendues au Bangladesh pour rencontrer les réfugiés. L’aggravation de l’insécurité fin 2023 a déplacé 100 000 personnes supplémentaires depuis différentes communautés de l’État de Rakhine, tandis que les 630 000 Rohingyas se trouvant toujours dans l’État de Rakhine ont continué à se heurter à

des restrictions de mouvement, à des difficultés pour obtenir des documents et à un accès limité aux moyens d'existence et aux services essentiels.

Le Bangladesh continue à offrir un sanctuaire à quelque 969 000 Rohingya. Fin 2023, le Plan de réponse conjoint, d'un montant de 876 millions de dollars E.-U. était financé à 49 %. Les rations alimentaires ont été réduites de 33% en 2023 et ont de nouveau augmenté, de 25% seulement, à compter de janvier 2024, pour atteindre actuellement 10 dollars E.-U. par personne et par mois. Quelque 295 000 élèves réfugiés ont eu accès à l'enseignement primaire et secondaire, de nombreux élèves rohingya suivant le programme du Myanmar. Le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial, ainsi que d'autres partenaires humanitaires, ont aidé les autorités et les partenaires nationaux à répondre aux besoins humanitaires de quelque 32 000 réfugiés relogés à Bhasan Char. Encourager les investissements durables du gouvernement dans l'île est aussi une priorité majeure. Dans les camps, les familles réfugiées ont du faire face à une hausse de la criminalité et des assassinats. En 2023, une augmentation de 180 % des incidents de sécurité graves a été enregistrée par rapport à 2022. Le Gouvernement du Bangladesh a intensifié les actions et la coordination des forces de l'ordre, et le HCR a fourni un soutien technique afin de garantir des actions policières tenant compte des considérations de protection et à l'écoute de la communauté.

Le HCR continue à demander instamment aux gouvernements de la région de continuer à fournir un asile aux Rohingya et aux autres réfugiés nouvellement arrivés qui ont été contraints de fuir l'intensification des combats. La baisse des financements, l'insécurité et le conflit au Myanmar ont provoqué une augmentation des mouvements secondaires dangereux. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le HCR ont lancé un appel d'urgence de 5,4 millions de dollars E.-U. visant à intensifier la réponse en Indonésie, où onze bateaux sont arrivés sur une période de six semaines fin 2023. Outre l'intensification de la coordination régionale par une approche fondée sur les routes migratoires et un renforcement de la coopération afin de permettre un débarquement sûr et prévisible – y compris par l'activation du Mécanisme consultatif du Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée – l'apport d'un appui solide au Plan de réponse conjoint 2024 est essentiel pour renforcer la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil et améliorer l'environnement de protection.

B. Progrès et défis pour atteindre le plan 2023 et les plans actualisés pour 2024

Accès à la protection et renforcement des capacités d'asile

Les difficultés d'accès à la protection et à l'asile dans la région, y compris les restrictions de mouvement, la fermeture des frontières et l'absence de systèmes d'asiles nationaux, ont contribué à l'existence d'incidents de refoulement, d'expulsion, de renvoi en mer, d'arrestation et de détention isolés mais aussi de grande ampleur. Cette situation a notamment concerné des personnes qui fuyaient l'Afghanistan et le Myanmar, pour lesquelles le HCR a appelé à la cessation des retours involontaires. Dans ce contexte, l'Organisation a continué à plaider pour des alternatives à la détention et pour le respect du principe de non-refoulement, tout en encourageant les discussions multipartites sur la protection en mer et la lutte contre la traite.

Le HCR a aidé les pays de la région à développer et à améliorer les systèmes d'asile conformément aux normes internationales, par des conseils techniques, le dépôt de mémoires d'*amicus curiae* devant les tribunaux et la collaboration avec les autorités nationales afin de renforcer les procédures de détermination du statut de réfugié et les systèmes de protection. L'Organisation a également plaidé avec les partenaires des Nations Unies et les institutions régionales et nationales des droits de l'homme pour un renforcement de l'espace de protection et l'accès aux droits pour les personnes déplacées ou apatrides.

Des efforts accrus ont été déployés pour protéger les enfants et prévenir et atténuer les risques de violence liée au genre par le déploiement du programme « *Engaging men in accountable practices* » (Engager les hommes à avoir des pratiques responsables) en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande. En partenariat avec le Réseau Asie-Pacifique des droits des réfugiés, le HCR a aidé dix organisations dirigées par des femmes à répondre aux risques auxquels sont exposées les personnes victimes de la violence liée au genre et à leurs besoins. La gestion des cas a été renforcée par la formation du personnel du HCR et des partenaires dans onze opérations de pays², en collaboration avec le Comité international de secours et Plan International.

Un nouveau système visant à améliorer la gestion de la communication des commentaires et des réactions réfugiés au HCR a été mis en place en Afghanistan et en Iran (République islamique d') et est conçu de manière à améliorer le suivi de cette communication dans d'autres opérations, y compris au Bangladesh. Le HCR renforce les divers canaux permettant aux réfugiés de communiquer avec l'Organisation et teste une solution en libre-service ainsi que l'utilisation d'applications de messagerie mobile dans la région.

Étendre les solutions pour les situations prolongées

Le HCR continue à lutter contre les obstacles au rapatriement volontaire par des programmes intégrés dans les régions de retour. L'instabilité qui règne en Afghanistan et au Myanmar a empêché les retours volontaires de grande ampleur, bien que l'Organisation garantisse la prise en charge appropriée des besoins de réintégration des réfugiés afghans qui rentrent de leur plein gré. En Inde, les données relatives aux 92 000 réfugiés sri lankais ont été numérisées pour permettre une analyse désagrégée qui facilitera l'apport de solutions, y compris la naturalisation pour ceux qui remplissent les conditions requises.

Le nombre de demandes de réinstallation de réfugiés du Myanmar a fortement augmenté en 2023, avec plus de 27 000 dossiers déposés, dont ceux de 20 000 réfugiés rohingya, et plus de 6700 départs, dont 3200 réfugiés rohingya. La réinstallation des réfugiés afghans s'est aussi intensifiée, avec plus de 9600 cas soumis en 2023, et le départ de plus de 3300 réfugiés afghans malgré les problèmes pour obtenir les autorisations de départ. En 2024, le HCR continuera à plaider pour que les réfugiés n'aient pas à payer les frais de dépassement de séjour lorsqu'ils accèdent à une solution dans un pays tiers. Avec l'appui des États membres pour répondre aux besoins importants existant dans la région, le HCR pense que la réinstallation pourra devenir possible pour un plus grand nombre de réfugiés.

La mobilisation de partenariats diversifiés reste une priorité. Regroupant l'expertise et les avantages comparatifs des deux organisations, le HCR et la Banque mondiale ont établi le Pôle d'analyse stratégique pour la situation en Afghanistan, afin de développer une analyse commune servant de base à l'élaboration des réponses opérationnelles. Une étude conjointe sur la dynamique du déplacement en Afghanistan utilisant une masse importante de données mobiles a également fourni de nouvelles possibilités d'interventions fondées sur des éléments concrets. Les consultations régionales menées avec 161 organisations non gouvernementales ou dirigées par des réfugiés, organisées en collaboration avec le Réseau Asie-Pacifique des droits des réfugiés et le Conseil international des agences bénévoles, ont défini des possibilités d'action commune pour promouvoir l'inclusion et les solutions pour les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides.

Un accent supplémentaire a été mis sur le plaidoyer commun, le renforcement des capacités et l'emploi avec les partenaires du secteur privé, en vue de faciliter l'accès à des moyens d'existence et l'inclusion économique. Face aux possibilités de plus en plus nombreuses qu'offre le télétravail ou l'emploi numérique, le HCR investit dans la formation numérique, développant l'utilisation des plateformes en ligne et testant les moyens permettant aux réfugiés de participer en toute sécurité à l'économie numérique et d'étudier les possibilités de mobilité de la main-d'œuvre. Un projet pilote de formation au numérique en Indonésie, mis en œuvre en collaboration avec cinq organisations dirigées par des réfugiés, sera

² Afghanistan, Bangladesh, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Myanmar, Népal, Pakistan, Tadjikistan et Thaïlande.

complété par une autre initiative pilote portant sur les stages et le renforcement des capacités menée avec des entreprises technologiques, afin d'aider à rendre les emplois futurs plus viables.

Protection et solutions pour les déplacés internes

Le rythme du retour de déplacés internes s'est ralenti dans la région en 2023. En Afghanistan, 1,5 million de retours ont été enregistrés depuis 2021, tandis qu'au Myanmar, le déplacement interne a augmenté, passant de 370 000 début 2021 à plus de 2,6 millions de personnes fin 2023.

En Afghanistan, le HCR s'attache à trouver des solutions au déplacement interne, conformément aux engagements énoncés dans le Programme d'action sur le déplacement interne du Secrétaire général des Nations Unies. La mise au point d'un dispositif de collecte de données standard, coordonné et commun et l'élaboration d'un indicateur restent un objectif afin de promouvoir une approche intégrée, axée sur les solutions. Au Myanmar, le HCR continuera à faire une priorité de l'assistance vitale et des activités de protection reposant sur la communauté, fournissant un abri, des moyens d'existence et des solutions chaque fois que possible. Le HCR plaide pour l'accès des déplacés internes à la sécurité et veille au respect des normes de protection en cas de retours prématurés et de relogement dus à la fermeture de camps, tout en renforçant la capacité des personnes à faire valoir leurs droits, y compris à la citoyenneté, ainsi qu'au logement, à la terre et aux biens.

Aux Philippines, un projet conjoint de l'OIM, du PNUD et du HCR financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies vise à concrétiser le lien entre l'aspect humanitaire, le développement et la paix afin de rechercher des solutions durables pour les déplacés internes via des cadres juridiques et politiques. Dans ce contexte, un accent particulier sera mis sur le renforcement des politiques communautaires qui complètent les cadres juridiques nationaux et infranationaux.

Éradication de l'apatridie

Dans la région, le HCR a mené des activités de plaidoyer politique et de renforcement des capacités avec ses partenaires afin d'identifier, de réduire et de prévenir l'apatridie. En 2023, certains pays ont réussi à résoudre des cas individuels d'apatridie, en particulier en Asie centrale, tandis qu'aux Philippines, les autorités ont continué à progresser dans la lutte contre les lacunes en matière d'enregistrement des naissances.

En tant que membre du groupe directeur régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et l'établissement des statistiques de l'état civil de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, le HCR continue à plaider pour l'inclusion des personnes déplacées de force ou apatrides dans les systèmes nationaux d'enregistrement des faits d'état civil et pour l'enregistrement universel des naissances. Avec le Bureau d'appui régional du Processus de Bali, le HCR a mis au point un dossier sur l'enregistrement inclusif des faits d'état civil et une note d'orientation sur l'enregistrement des naissances à l'intention des officiers de l'état civil qui ouvrent la voie à des moyens de parvenir à l'enregistrement universel des naissances, remédiant à un facteur important de risque d'apatridie dans la région.

En août 2023, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao, le Fonds des Nations Unies pour la population et le HCR ont organisé un atelier conjoint pour promouvoir la mise en œuvre des Recommandations internationales sur les statistiques relatives à l'apatridie dans les prochains recensements nationaux. Le Gouvernement du Vietnam et le HCR ont organisé conjointement une table ronde sur l'enregistrement des faits d'état civil, l'octroi de documents d'identité et la prévention de l'apatridie à Hanoï, en octobre 2023, afin d'encourager l'échange de bonnes pratiques entre les hauts responsables de l'Asie du Sud-Est et d'impulser une dynamique de lutte contre l'apatridie.

C. Information financière

Le Comité exécutif a approuvé le budget de 993,2 millions de dollars E.-U. pour l'Asie et le Pacifique pour 2024. La répartition des besoins par domaine d'impact pour 2024 est la suivante : réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains (398,8 millions de dollars E.-U.) ; créer des environnements de protection favorables (263,5 millions de dollars E.-U.) ; responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes (192,4 millions de dollars E.-U.) ; et trouver des solutions (138,4 millions de dollars E.-U.). Au 31 janvier 2024, les besoins financiers de 2024 pour la région Asie et Pacifique étaient financés à environ 18%, compte tenu de l'allocation indicative des contributions non affectées et légèrement affectées.
